

---

---

**S É N A T**  
— C

---

1<sup>re</sup> SESSION ORDINAIRE DE 1961-1962

---

**Service des Commissions.**

---

# **BULLETIN DES COMMISSIONS**

---

## **AFFAIRES CULTURELLES**

**Jedi 5 octobre 1961.** — *Présidence de M. Jules Emaille, président d'âge.* — Appelée à constituer son bureau, la commission, unanime, a voté la reconduction du bureau sortant ainsi composé :

Président .....	M. Louis Gros.
Vice-présidents .....	MM. Georges Lamousse. Vincent Delpuech. René Tinant.
Secrétaires .....	MM. Robert Chevalier. Claudius Delorme. Mohamed Kamil.

*Présidence de M. Louis Gros, président.* — Le président, au nom du bureau, a remercié le doyen et la commission de leur témoignage de confiance et d'amitié.

La commission a désigné ses délégués à la Commission des Finances, en application de l'article 18 du Règlement :

MM. Pauly .....	Education nationale.
Noury .....	Jeunesse et Sports.
Fruh .....	Arts, Lettres, Cinéma.
Cornu .....	Monuments historiques et Sites.
Baumel .....	Information.
Delpuech .....	Affaires étrangères, Relations culturelles.

## AFFAIRES ECONOMIQUES ET PLAN

**Jeu**di 5 octobre 1961. — *Présidence de M. Albert Boucher, président d'âge.* — La commission a procédé à la constitution de son bureau.

Elle a, tout d'abord, reconduit par acclamations M. Jean Bertaud comme président.

*Présidence de M. Jean Bertaud, président.* — Après avoir remercié ses collègues de la marque de confiance qu'ils venaient de lui témoigner, le président a invité la commission à désigner quatre vice-présidents et quatre secrétaires.

Ont été désignés comme vice-présidents, par acclamations :

MM. Paul Mistral.  
Etienne Restat.  
Joseph Yvon.  
Henri Cornat.

Ont été désignés comme secrétaires, dans les mêmes conditions :

MM. René Blondelle.  
Auguste Pinton.  
Joseph Beaujannot.  
Jean-Marie Bouloux.

La commission a, ensuite, décidé de se saisir pour avis du projet de loi (n° 1, session 1961-1962) relatif à l'accueil et à la réinstallation des Français d'outre-mer et désigné M. Henri Longchambon comme rapporteur pour avis.

## AFFAIRES ETRANGERES, DEFENSE ET FORCES ARMEES

**Judi 5 octobre 1961.** — *Présidence de M. Marius Moutet, président d'âge.* — La commission a procédé à l'élection de son bureau pour l'année 1961-1962. Elle a reconduit par acclamations son bureau sortant ainsi composé :

Président .....	M. Vincent Rotinat.
Vice-présidents .....	MM. Marius Moutet. Philippe d'Argenlieu. Paul Piales.
Secrétaires .....	MM. Jean Clerc. Georges Repiquet. Jacques Ménard.

La commission a ensuite renouvelé le mandat de ses rapporteurs pour avis des budgets qui sont :

Pour le budget militaire :

Section commune.....	MM. le général Jean Ganeval.
Section Air.....	Jacques Ménard.
Section Guerre.....	Pierre Métayer.
Section Marine.....	André Monteil.

Pour le budget des Affaires étrangères : M. Jean Lecanuet.

La commission a enfin décidé de demander le renvoi pour avis du projet de loi (n° 1, session 1961-1962) relatif à l'accueil et à la réinstallation des Français d'outre-mer et a désigné M. Maurice Carrier comme rapporteur pour avis.

## AFFAIRES SOCIALES

**Judi 5 octobre 1961.** — *Présidence de M. Jean-Louis Fournier, président d'âge.* — Le bureau sortant a été reconduit, à l'unanimité et par acclamations. Il est ainsi composé :

Président .....	M. Roger Menu.
Vice-présidents .....	MM. André Plait. André Dulin. Jean-Louis Fournier.
Secrétaires .....	MM. Marcel Lambert. François Levacher. Louis Roy.

*Présidence de M. Roger Menu, président.* — Le président a remercié ses collègues de la marque de confiance et de sympathie qu'ils venaient de témoigner à leur bureau sortant.

Puis, la commission a désigné comme commissaires chargés de suivre les travaux de la Commission des Finances (art. 18 du Règlement) :

M. Plait, en ce qui concerne le budget du Ministère de la Santé publique et de la Population.

M. Bernier, en ce qui concerne le budget du Ministère du Travail et de la Sécurité sociale.

Mme Cardot, en ce qui concerne le budget du Ministère des Anciens Combattants et Victimes de Guerre.

M. Dulin, en ce qui concerne le budget annexe des prestations sociales agricoles.

MM. Voyant et Méric ont été désignés pour siéger à la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi (n° 333, 1<sup>re</sup> session 1960-1961) relatif au droit de préemption dans les zones à urbaniser par priorité et dans les zones d'aménagement différé.

Puis, la commission a décidé de demander la création d'une commission spéciale pour l'examen du projet de loi (n° 1, session 1961-1962) relatif à l'accueil et à la réinstallation des Français d'outre-mer. Au cas où cette commission ne serait pas créée, elle ne demandera pas à donner d'avis sur le projet qui n'est qu'un texte d'habilitation pour le Gouvernement et dont la discussion publique semble envisagée pour une date très rapprochée.

Enfin, MM. Méric, Messaud, Lambert et Soudant, désignés depuis plusieurs années par le Sénat pour siéger à diverses commissions extra-parlementaires, se sont étonnés de n'avoir jamais été convoqués, ces organismes ne s'étant, semble-t-il, pas réunis.

#### FINANCES, CONTROLE BUDGETAIRE ET COMPTES ECONOMIQUES

**Jeudi 5 octobre 1961.** — *Présidence de M. Georges Marrane, président d'âge.* — La commission a décidé, par acclamations, de renouveler sa confiance au bureau sortant. Ont été ainsi réélus :

Président .....	M. Alex Roubert.
Vice-présidents .....	MM. Jacques Masteau. Gustave Alric. Jean-Eric Bousch.
Secrétaires .....	MM. Yvon Coudé du Foresto. Hector Peschaud. Julien Brunhes.
Rapporteur général.....	M. Marcel Pellenc.

*Présidence de M. Alex Roubert, président.* — Au nom du bureau, M. Alex Roubert, président, a remercié les membres de la commission de leur nouveau témoignage de sympathie.

La commission a ensuite procédé à la désignation des rapporteurs spéciaux pour l'examen du projet de loi de finances pour 1962. Ont été désignés :

DÉPENSES CIVILES

*Budget général.*

	MM.
Affaires algériennes.....	Montaldo.
Affaires culturelles.....	Raybaud.
Affaires étrangères.....	Portmann.
Agriculture.....	Driant.
Habitat rural.....	De Montalembert.
Anciens combattants et victimes de guerre.	Soufflet.
Construction.....	Bousch.
Coopération.....	Armengaud.
Départements et Territoires d'outre-mer...	Louvel.
Education nationale.....	Auberger.
Jeunesse et Sports.....	Richard.
Finances et Affaires économiques :	
Charges communes.....	} Tron.
Services financiers.....	
Affaires économiques.....	
Commissariat général du plan d'équipement et de la productivité.....	Desaché.
Industrie.....	Armengaud.
Intérieur.....	Alric.
Justice.....	Masteau.
Services du Premier Ministre :	Garet.
Services généraux.....	} Coudé du Foresto.
Direction des Journaux officiels.....	
Conseil économique et social.....	
Information.....	De Montalembert.
Etat-major général de la défense nationale.....	} Richard.
Service de documentation extérieure et de contre-espionnage.....	
Groupement des contrôles radio-électriques.....	
Administration provisoire des services de la France d'outre-mer.....	Louvel.
Sahara.....	

	MM.
Santé publique et Population.....	Peschaud.
Travail.....	Kistler.
Travaux publics et Transports :	
Travaux publics et Transports.....	Mlle Rapuzzi.
Chemins de fer. — Régie autonome des transports parisiens.....	Courrière.
Aviation civile.....	Coudé du Foresto.
Marine marchande.....	Lachèvre.

*Budgets annexes.*

Caisse nationale d'épargne.....	Marrane.
Imprimerie nationale.....	Duclos.
Légion d'honneur.....	} Paul Chevallier.
Ordre de la Libération.....	
Monnaies et médailles.....	
Postes et télécommunications.....	Chochoy.
Prestations sociales agricoles.....	Monichon.

**DÉPENSES MILITAIRES**

*Budget général.*

Section commune (services communs)....	Soufflet.
Section commune (services d'outre-mer)...	Alric.
Section Air.....	Brunhes.
Section Guerre.....	Maroselli.
Section Marine.....	Courrière.

*Budgets annexes.*

Essences.....	} Colin.
Poudres.....	

\*  
\* \*  
.....

Comptes spéciaux du Trésor.....	Descours Desacres.
Radiodiffusion-télévision française (application de l'article 14 de la loi n° 59-1454 du 26 décembre 1959).....	Houdet.

En application de l'article 164 de l'ordonnance n° 58-1374 du 30 décembre 1958 portant loi de finances pour 1959, et conformément à l'article 22 bis du Règlement, la commission a habi-

lité MM. Alex Roubert, Marcel Pellenc, Alric, Armengaud, Edouard Bonnefous, Brunhes, Chochoy, Coudé du Foresto, Courrière, Desaché, Driant, Houdet, Lachèvre, Louvel, Mlle Rapuzzi, à suivre et apprécier la gestion des entreprises nationales et des sociétés d'économie mixte.

La commission a procédé aux désignations de rapporteurs suivantes :

M. Driant, du projet de loi (n° 352, session 1960-1961), adopté par l'Assemblée Nationale, relatif au financement du plan d'assainissement de l'industrie cidricole.

M. Portmann, du projet de loi (n° 363, réunion de plein droit, art. 16 de la Constitution) autorisant la ratification de l'avenant, signé à Paris le 21 avril 1961, à la convention du 24 décembre 1936 entre la France et la Suède tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance en matière d'impôts sur les successions.

M. Armengaud, de la proposition de loi (n° 286, session 1960-1961) tendant à permettre l'établissement, dans le cadre de l'aménagement du territoire et de sa mise en valeur, d'un programme prioritaire d'investissements en faveur des régions françaises sous-équipées pour y développer l'emploi et faciliter leur industrialisation et l'éventuelle réintégration de Français d'Algérie dans la communauté nationale.

La commission a décidé de demander à être saisie pour avis des projets de loi :

N° 283 (session 1960-1961) instituant l'obligation d'assurance des personnes non salariées contre les accidents et les maladies professionnelles dans l'agriculture, dont M. Kistler a été nommé rapporteur pour avis ;

N° 284 (session 1960-1961) relatif aux groupements agricoles d'exploitation, dont M. Driant a été nommé rapporteur pour avis ;

N° 285 (session 1960-1961) relatif à la coopération agricole et aux sociétés d'intérêt collectif agricole, dont M. Driant a été nommé rapporteur pour avis.

N° 1 (session 1961-1962) relatif à l'accueil et à la réinstallation des Français d'outre-mer, dont M. Armengaud a été nommé rapporteur pour avis.

M. Raybaud a été désigné comme membre de la commission consultative du cinéma, en application du décret n° 61-990 du 23 août 1961.

Le président a donné lecture à la commission d'une lettre qu'il avait adressée à M. le Premier Ministre relative au fait que certains crédits importants inscrits dans les lois de finances

pour couvrir aussi bien des dépenses ordinaires que des dépenses en capital n'étaient pas engagés dans le courant de l'exercice correspondant ; il a souligné que cette procédure enlevait au vote des lois de finances une grande partie de son objet.

La commission, sur proposition de son président et de son rapporteur général, a élaboré un programme de travail pour l'examen du projet de loi de finances pour 1962. Au cours de ses prochaines séances, la commission entendra un exposé de M. le rapporteur général sur la situation économique et financière et procédera à l'audition de MM. Baumgartner, Ministre des Finances et des Affaires économiques, et Giscard d'Estaing, Secrétaire d'Etat aux Finances.

LOIS CONSTITUTIONNELLES, LEGISLATION,  
SUFFRAGE UNIVERSEL,  
REGLEMENT ET ADMINISTRATION GENERALE

**Judi 5 octobre 1961.** — *Présidence de M. Raymond Bonnefous, président d'âge.* — La commission a réélu par acclamations, sur la proposition de M. Kalb appuyé par M. de La Gontrie, son bureau sortant.

Le nouveau bureau de la commission a donc ainsi été constitué :

Président .....	M. Raymond Bonnefous.
Vice-présidents .....	MM. Pierre de La Gontrie. Marcel Prélot. Marcel Champeix.
Secrétaires .....	MM. Gabriel Montpied. Etienne Rabouin. Georges Boulanger.

*Présidence de M. Raymond Bonnefous, président.* — Après avoir adressé à ses collègues les remerciements d'usage, le président a présenté le programme des travaux à venir et, sur sa proposition, la commission a décidé d'entendre, le mardi 10 octobre, M. Robert Boulin, Secrétaire d'Etat aux Rapatriés.

M. André Fosset a été nommé rapporteur du projet de loi (n° 1, session 1961-1962) relatif à l'accueil et à la réinstallation des Français d'outre-mer.